

Manager des affaires juridiques et financières internationales (MS)

RNCP30254 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	313, 310t
Formacode(s)	13288, 34236, 32006
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	21/12/2022

Certificateur(s)

ASSOCIATION GROUPE ESSEC · SIRET : 77566395800046

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le manager des affaires juridiques et financières internationales est un manager aux fonctions transversales, participant pleinement aux prises de décision de son entreprise dont il défend les intérêts aux plans stratégique, économique, commercial et fiscal, tout en veillant à la bonne application de la réglementation dans son domaine d'activité.

La fonction de manager des affaires juridiques et financières internationales recouvre différentes appellations, selon la taille et la nature des entreprises concernées, notamment :

Juriste d'affaires internationales, avocat d'affaires internationales, juriste bancaire et financier, consultant et auditeur interne, fiscaliste, plus rarement conseiller au sein d'organisations internationales, gouvernementales ou non-gouvernementales.

La mission du (de la) Manager des affaires juridiques et financières internationales s'articule autour de 5 grands pôles d'activités principaux :

- Contribuer à l'élaboration de la stratégie juridique et financière
- Piloter les affaires juridiques et financières
- Apporter son expertise aux activités de l'entreprise
- Gérer la relation clients internes et externes et la relation fournisseurs
- Manager une équipe

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le (la) titulaire est capable de:

Conseiller les dirigeants de l'entreprise ou du groupe sur un plan stratégique et des affaires après avoir réalisé les études ou analyses dont les résultats servent de base aux discussions

Définir le marché sur lequel évolue l'entreprise et analyser le positionnement des concurrents et des clients de l'entreprise

Développer une vision globale de la situation et des enjeux afin d'apporter les recommandations pertinentes

Détecter et évaluer les conséquences juridiques et financières des orientations stratégiques prises

Piloter la production des documents légaux et négocier les termes et conditions des contrats

Alerter la direction des éventuels risques liés aux actes juridiques et contrats

Coordonner les audits comptables et juridiques des différentes composantes de l'entreprise afin de proposer l'opération la plus adaptée

Analyser les flux financiers internationaux afin de les articuler avec cohérence dans les constructions juridiques envisagées

Analyser la structure financière de l'entreprise avec le bilan

Tirer les conséquences juridiques du fonctionnement financier de l'entreprise

Participer à l'identification des axes de développement et assurer le pilotage juridique des projets de développement ou de restructuration de l'entreprise (fusions, acquisitions, cessions de filiales...)

Intégrer les évolutions juridiques et fiscales nationales et internationales dans les projets

Donner aux opérationnels un cadre juridique précis dans lequel inscrire la réalisation de leurs projets

Accompagner les projets et démarches de l'entreprise d'un point de vue juridique et financier

Rédiger des notes d'information et recommandations juridiques pour mettre en conformité l'entreprise avec la législation en vigueur ou permettre d'anticiper les changements réglementaires

Valider sur un plan juridique les communications émanant des différents services ou entités de l'entreprise

Rédiger et relire les contrats et les conventions clients

Adapter les conditions contractuelles des clients ou fournisseurs aux évolutions législatives, réglementaires et à la jurisprudence

Proposer des clauses contractuelles conformes à la réglementation existante, dans le respect des objectifs de l'opération envisagée et en adéquation avec les intérêts économiques et financiers de l'entreprise ou du client concerné

Dans le cas de transactions ou de contrats litigieux, faire preuve de diplomatie et rechercher les solutions permettant à terme de préserver la relation d'affaires et les intérêts de l'entreprise

Sélectionner et consulter des conseillers extérieurs

Pour les dossiers requérant une spécialisation hors de son domaine d'intervention, servir de lien entre les acteurs juridiques pressentis et l'entreprise

Préparer les dossiers contentieux en amont

Prendre, en lien avec le conseil externe sélectionné (avocat, etc..) les décisions stratégiques nécessaires afin de garantir une issue positive au dossier traité

Structurer l'organisation du travail, mettre en place les process de résolution, organisation et planification du travail de l'équipe

Apporter une aide méthodologique à ses collaborateurs

Elaborer le budget de fonctionnement du service en définissant les modalités de suivi de l'engagement des dépenses

Répartir les dossiers pouvant être délégués entre chacun de ses collaborateurs et définir le niveau de délégation et de responsabilité de chacun

Superviser la conduite des projets en faisant le bilan des objectifs atteints et identifier les éléments moteurs ou freins à leur avancée, mesurer l'avancée des actions

Mener les entretiens annuels d'appréciation des compétences des collaborateurs et élaborer le plan de formation de l'équipe

Faire des propositions relatives aux primes et augmentations

Contribuer au recrutement de nouveaux collaborateurs et les intégrer

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le manager des affaires juridiques et financières internationales exerce son activité au sein des structures suivantes :

- cabinets d'avocats, de conseil, d'audit
- banques, fonds d'investissement, assurance
- grandes entreprises, PME/PMI
- groupes multinationaux
- administrations nationales et internationales
- organisations internationales, gouvernementales et non-gouvernementales
- entreprises en nom propre

Dans des secteurs d'activité variés :

- banques, assurance, finance
- technologies de l'information et de la communication

- aéronautique, spatial, défense, armement
- énergie
- luxe, cosmétiques, industrie pharmaceutique
- grande consommation, distribution, commerce, e-commerce
- immobilier
- automobile

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

La fonction de manager des affaires juridiques et financières internationales recouvre différentes appellations, selon la taille et la nature des entreprises concernées, notamment : Juriste d'affaires internationales, avocat d'affaires internationales, juriste bancaire et financier, consultant et auditeur interne, fiscaliste, conseiller au sein d'organisations internationales, gouvernementales ou non-gouvernementales

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Les candidat(e)s se destinant à l'exercice de la profession d'avocat doivent obligatoirement être titulaires du CAPA (Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat) et être inscrits au barreau dont dépend leur lieu d'exercice.

L'accès à la profession est régi par les dispositions des articles 11 et suivants la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 et par le Titre II du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Apprentissage, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, APPRENTISSAGE

Directrice générale adjointe en charge de la Grande Ecole et de la formation initiale

Directrice des études

Directrice des études adjointe

Responsable pédagogique

COMPOSITION DU JURY — VAE

4 membres

50% de représentants professionnels

50% de représentants de l'ESSEC

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 340 €
-------------------------	---------

Selon la branche	6 500 € – 10 141 €
------------------	--------------------

Prise en charge	Branches concernées
8 340 €	Valeur par défaut · 202 branches
10 141 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE des Télécoms, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat, CPNEFP des commerces de gros
10 100 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
10 000 €	CPNE de l'immobilier
8 000 €	CPNE chimie
7 600 €	CPNE Banque
7 400 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	21/12/2022
-------------------------------------	------------

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP14725

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP37154

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

+ 33 1 34 43 30 00

Site internet ESSEC Business School

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30254/>